

Chronique d'Emmanuel Morucci - 18/01/12



Ce qu'il y a d'étrange en cette période de crise grave, c'est que les Européens ne se sont jamais aussi sentis concernés par la construction européenne et son devenir.

Même des leaders politiques qui, en leur temps, avaient combattu l'idée même de monnaie unique au nom de la souveraineté s'inquiètent aujourd'hui de sa possible disparition. Bien sûr ce n'est pas le cas de tous les souverainistes mais l'anecdote est suffisamment intéressante pour être soulignée.

Donc finalement l'Europe ne serait pas si mauvaise que cela.

D'ailleurs si l'on écoute avec un peu d'attention les commentaires et invectives de cadres politiques en cette période pré-électorale, on s'aperçoit que le débat s'est déplacé. Ce n'est plus l'Europe qui est la cause de tous les désagréments et troubles économiques ou sociaux mais désormais la cible est le système bancaire.

L'Europe elle-même est appelée à la rescousse.

L'Union doit-elle se prononcer pour une taxation des transactions financières dont on dit qu'elle rapporterait gros aux Etats membres et pourrait abonder le budget de l'Union ? L'idée fait son chemin même si dans certaines majorités ou au sein d'Etats membres plus libéraux le concept ne fait pas recette. Peut-être peut-on imaginer que la réponse du berger à la bergère aura été de dégrader la note de 9 Etats membres de l'Union.

Autre possibilité l'agence de notation aurait-elle pu vouloir pousser les chefs d'Etat et de gouvernement à aller plus vite dans une construction européenne plus intégrée et plus lisible pour le corps financier ?

Mais alors dans les deux cas se pose la question du pouvoir du politique, de son autonomie et de sa capacité à mettre en place les structures économiques et sociales, la justice et la sécurité, la cohésion monétaire sans que le secteur financier ne vienne s'en mêler ?

C'est donc bien la question du politique qui est posée. Ce n'est pas d'aujourd'hui certes mais il revient désormais au corps politique de se déterminer par rapport à ce monde de la finance qui a également sa raison d'être mais qui n'est pas de gouverner, en tout cas pas au sein d'une zone qui se réclame des valeurs de la démocratie.

Le politique doit se repositionner en leader de la prise de décision. C'est bien l'attitude que compte adopter le commissaire européen Michel Barnier lorsqu'il annonce une instance de régulation publique des agences de notation et la création d'un groupe de réflexion sur le système bancaire européen.

Emmanuel Morucci